

# La liberté de la presse menacée : le gouvernement américain saisit les appareils de Max Blumenthal

Max Blumenthal explique comment le partenariat entre les États-Unis et Israël sape la liberté de la presse. Blumenthal est le rédacteur en chef de The Grayzone, un journaliste primé et l'auteur de plusieurs ouvrages, dont les best-sellers *\*Republican Gomorrah\**, *\*Goliath\**, *\*The Fifty One Day War\** et *\*The Management of Savagery\**. Il a publié des articles dans de nombreuses revues, réalisé de nombreux reportages vidéo et plusieurs documentaires, dont *\*Killing Gaza\**. The Grayzone : <https://thegrayzone.com/> Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](https://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Max Blumenthal, rédacteur en chef de The Grey Zone, pour parler de son récent voyage en Iran. Merci d'être revenu parmi nous. Alors, je vois que, de retour de ce voyage en Iran, où vous étiez pour couvrir les funérailles de l'ayatollah Khamenei... Bon, je vais vous demander dans un instant ce que vous en avez retenu, mais d'abord, j'ai trouvé intéressant que le gouvernement américain ait saisi vos appareils électroniques à votre retour. C'est une question importante, notamment pour la liberté de la presse. Pouvez-vous nous dire exactement ce qui s'est passé ?

## #Max Blumenthal

Eh bien, tout ça fait partie de l'histoire. Je veux dire, on fait face aujourd'hui, aux États-Unis, à un nouveau cadre de répression, plus intense, qui est mis en œuvre par une sorte de classe de criminels en col blanc, sous l'influence du sionisme et de l'État d'Israël. Donc, d'une certaine manière, ce n'était pas totalement surprenant, mais ce qu'ils m'ont fait est complètement illégal. Ça devrait être protégé par la Constitution. Je suis parti en reportage le 4 juillet, j'ai couvert le plus grand rassemblement de l'histoire de l'humanité, j'ai obtenu des informations que je n'aurais jamais pu avoir autrement, sur le terrain. J'ai interviewé des responsables, des universitaires, des personnalités influentes, y compris des négociateurs, et j'ai participé à un événement de presse public.

Tout ce que j'ai fait là-bas, c'est du reportage, et personne ne nie que je sois journaliste. Ça fait vingt-cinq ans que je fais ce métier. Je ne prétends pas être impartial. Je ne suis pas objectif. L'objectivité, c'est un concept factice, défini selon les critères de l'élite sioniste militante au pouvoir, celle qui contrôle les grands médias et se revendique de cette soi-disant objectivité. Et quoi qu'il en soit, j'ai droit à certaines protections constitutionnelles prévues par le Premier Amendement, qui garantit la liberté de la presse et la liberté d'expression, ainsi que par le Quatrième Amendement, qui interdit les fouilles et les saisies illégales.

Le gouvernement des États-Unis utilise de plus en plus la frontière et les aéroports comme une sorte de zone d'exception, où la Constitution ne s'applique plus. Le Département de la Sécurité intérieure a même déclaré qu'il n'avait pas besoin du moindre soupçon d'activité criminelle pour saisir votre téléphone. Cela doit être contesté au plus haut niveau. Mais quand je suis rentré, comme vous l'avez dit, mes téléphones ont été saisis sur cette base, après que j'ai refusé de les déverrouiller. Et il n'y avait absolument aucune raison de soupçonner une activité criminelle de ma part. Pourtant, s'il y avait eu un motif valable, le gouvernement aurait pu s'adresser à un juge et obtenir un mandat. Mais là, c'était une saisie sans mandat.

C'est quelque chose qu'ils n'auraient jamais pu valider ailleurs qu'à cet espace de contrôle secondaire à l'aéroport. C'est pour ça qu'ils l'utilisent de façon aussi systématique. Alors, qu'est-ce qui a déclenché ça ? J'étais allé en Iran. On y était ensemble, au festival international des médias de Soeb. C'était un festival public. J'y ai fait des reportages. J'ai produit un documentaire sur les Iraniens juifs et leur communauté. J'ai interviewé des négociateurs, à l'époque, en mai deux mille vingt-trois, et j'ai circulé librement dans le pays. Ce n'était pas une situation aussi instable qu'aujourd'hui. Et à mon retour, je n'ai subi aucun harcèlement. Alors, qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui est différent ? D'abord, évidemment, il y a cette guerre entre les États-Unis et Israël, imposée à l'Iran.

Mais cette fois, ce sont aussi les intérêts israéliens qui m'ont mis dans leur ligne de mire. Laura Loomer, qui est en grande partie une création de milliardaires sionistes et qui est sans doute leur cliente, voire celle du gouvernement israélien à travers ses différents réseaux d'influence, a déclaré que je devrais être arrêté, sorti de l'avion par les marshals américains à mon retour. Elle a dit que j'étais la principale voix du communisme aux États-Unis — ce qui surprendrait sûrement beaucoup des dirigeants des petites organisations communistes qui existent encore dans le pays —, que j'étais islamiste, en gros un terroriste, et tout ce qu'elle pouvait inventer pour provoquer une forme de harcèlement. Elle a même mis Markwayne Mullin et le secrétaire à la Sécurité intérieure au défi de me faire arrêter.

Elle a demandé qu'on perquisitionne ma maison à cinq heures du matin. Elle a demandé à Marco Rubio, le secrétaire d'État, de me retirer mon passeport. Elle a déclaré que Scott Besant, le secrétaire au Trésor, devait enquêter sur mes finances. Et il était clair que, vous savez, certains intérêts l'avaient poussée à faire ça. Pas qu'elle ne croie pas à ce qu'elle dit, mais, vous voyez, il y avait un scénario, et ce scénario a été repris par Canary Mission, une organisation fondée en deux mille quinze pour détruire la vie d'étudiants qui participent à des actions de solidarité avec la

Palestine. C'est une organisation anonyme, basée à Jérusalem. C'est une couverture des services de renseignement israéliens. Et eux, eh bien, ils m'ont mis dans leur viseur, en disant que je serais un extrémiste venu honorer Khamenei plutôt que faire du journalisme.

Et tout est parti de là. C'est devenu très clair qui voulait que je sois harcelé et réprimé à mon retour. Et pour moi, il est évident que j'ai été pris pour cible à cause de mes opinions, à cause de mon travail de journaliste, et parce que certains éléments, qui contrôlent en réalité l'administration Trump et sa politique envers l'Iran, et qui viennent d'Israël, voulaient être sûrs que je sois interrogé. Ce qui correspondait d'ailleurs à beaucoup des attaques dont j'ai été la cible, ainsi qu'à la saisie de mes appareils. Deux autres points que je voulais préciser d'emblée : d'abord, ils n'ont pas saisi tous mes appareils. Donc, si vous cherchez vraiment une activité criminelle, pourquoi ne pas avoir pris mon ordinateur portable ? J'avais aussi un appareil photo numérique. Ça ne les intéressait absolument pas. Et puis, aucun autre journaliste... J'étais en Iran avec un visa de presse.

J'étais entouré d'autres journalistes. Aucun d'entre eux n'a subi ce niveau de harcèlement, alors qu'ils se trouvaient souvent aux mêmes endroits que moi. Alors, comment expliquer une telle différence de traitement ? Encore une fois, c'est de la discrimination fondée sur les opinions. Et c'est justement la base de la plainte déposée par le Comité américano-arabe contre la discrimination, en mon nom, sous la direction de sa présidente, Janine Yunus, qui fait un travail remarquable pour défendre tant de personnes prises pour cibles par le lobby pro-israélien dans sa frénésie de censure. Peu de temps après le dépôt de cette plainte, les services des douanes et de la protection des frontières m'ont appelé pour me dire : « Nous avons vos téléphones. Venez les récupérer. » À mon avis, ils ne semblaient pas vouloir que l'affaire passe devant un juge. Et la pression médiatique commence à les atteindre.

## **#Glenn**

Eh bien, en Europe aussi, quand on veut restreindre un peu la liberté de la presse ou la liberté d'expression, on sort souvent ce mot magique : « propagande ». Dès que quelqu'un le prononce, plus besoin d'expliquer ce que ça veut dire. En fait, c'est tout simplement ce qui contredit le discours du gouvernement. Il suffit de dire « propagande », et tout à coup, toutes ces libertés qu'on croyait gravées dans le marbre ne veulent plus rien dire, on dirait. Oui.

## **#Max Blumenthal**

Exactement. Je veux dire, ce ne sont que des mots à la mode. C'est pour ça que le mot « communisme » a été utilisé. Parce que l'administration Trump, en réalité sous l'influence de Marco Rubio — qui est un peu le roi du complexe industriel des Gusanos du sud de la Floride — a lancé cette nouvelle initiative contre le communisme. Ça concerne Cuba. Et maintenant, ils s'en prennent à des militants de gauche américains. C'est une façon pour eux d'essayer de neutraliser et de criminaliser la gauche. Donc, le mot « communisme » a été utilisé contre moi pour essayer de me présenter comme une sorte de menace, quelqu'un qu'il fallait enquêter sans mandat, de manière

extrajudiciaire, anticonstitutionnelle et fondamentalement illégale. Et je ne suis pas, vous savez, en train d'attaquer les communistes, ni de faire une critique du communisme. Mais je ne me suis jamais présenté comme communiste, ni participé à une organisation de ce type. Tout ça montre simplement à quel point ils sont désespérés.

## **#Glenn**

Alors, qu'est-ce qu'il y avait dans votre reportage, peut-être ? Ou bien, c'était peut-être simplement des attaques personnelles contre vous. Mais qu'est-ce que vous avez révélé ou rapporté d'Iran ? Parce que j'ai vu certaines choses... Vous étiez là-bas pour les funérailles. Je vous ai vu discuter avec le créateur des films Lego, qui sont excellents d'ailleurs. Mais qu'est-ce que vous avez découvert pendant votre voyage en Iran ? Quelle était l'ambiance parmi la population ? Parce que, dans les médias, au moment où les bombardements ont commencé, on avait l'impression qu'il y avait un consensus : que le peuple allait renverser le gouvernement — enfin, le régime — et, en gros, un peu comme pour l'Irak, qu'il accueillerait les États-Unis et Israël comme des libérateurs.

## **#Max Blumenthal**

Oui, c'est marrant. Je venais justement d'être sur le plateau de Piers Morgan, et il me demandait pourquoi je n'avais pas enquêté sur les milliers de personnes qui auraient été massacrées pendant les émeutes. Et, en fait, je l'ai fait. Ils n'ont simplement pas aimé la manière dont j'ai mené cette enquête. Parce que, tu vois, je suis allé parler à des policiers dont les commissariats avaient été encerclés par des membres du MEK, armés de fusils automatiques et de fusils à pompe, qui tentaient de les tuer, de les brûler, ou même de les décapiter. Tout a commencé par des attaques contre des postes de police, parce que c'était une tentative de changement de régime, orchestrée par des services de renseignement étrangers, venus d'Israël et de l'Occident. Donc, oui, je fais un travail d'enquête critique, qui met en lumière les manœuvres criminelles des pays occidentaux cherchant à provoquer un changement de régime en Iran. Et je montre aussi une autre facette de la culture iranienne.

Par exemple, quand je parle avec des femmes qui soutiennent la République islamique, qui participent à ces rassemblements patriotiques, je leur demande : avez-vous besoin d'être libérées ? Et elles me répondent : je suis professeure d'université, et c'est notre guide, Ali Khamenei, qui m'a donné la possibilité d'accéder à une position de responsabilité dans notre société. Elles me rappellent qu'il y a aujourd'hui plus de femmes que d'hommes dans les universités en Iran. Elles disent aussi : nous ne voulons pas être transformées en objets, ni voir nos corps utilisés comme dans les sociétés occidentales. Donc, évidemment, ce genre de discours, on n'est pas censé le montrer. Moi, je suis allée sur les lieux de crimes de guerre commis par les États-Unis. Je crois même avoir été la première journaliste américaine à couvrir un quartier entier de l'est de Téhéran qui venait d'être bombardé par huit missiles.

Au moins quarante personnes ont été tuées. Une famille entière a péri dans une seule frappe, à l'exception de deux membres qui étaient en déplacement. Je suis allé sur d'autres sites que certains avaient déjà visités, comme mon collègue Wyatt Reed, mais aussi pour montrer à quel point le bombardement de l'hôpital Gandhi était criminel. Cet hôpital se trouvait juste à côté du complexe médiatique de l'IRIB, qui était la véritable cible. Environ cinq cents employés de l'hôpital se retrouvent sans travail. La clinique de fécondation in vitro a été détruite. L'unité de soins intensifs aussi. C'était vraiment bouleversant à voir. Je suis également allé à la synagogue Rafinia, totalement détruite par une frappe israélienne. On pourrait penser qu'une telle histoire ferait la une des médias américains. Si l'Iran avait incendié une synagogue à Londres, ce serait en première page.

Mais Israël a bombardé une salle de prière vieille de cinquante ans à Téhéran, et ça n'a presque pas fait de bruit. Alors je suis allé enquêter là-dessus — sur le bombardement du complexe de volley et de lutte du stade Azadi, où se tenaient des compétitions internationales. Je crois que j'ai été l'un des premiers journalistes à m'y rendre. Et c'est vraiment un crime énorme, quand on sait à quel point la lutte est essentielle dans la structure sportive de l'Iran. On peut même dire que c'est une forme de soft power, parce qu'ils remportent tellement de compétitions à l'échelle mondiale. Et tout ça s'inscrit dans la même logique que l'attaque menée par la FIFA et le gouvernement américain contre l'équipe iranienne de football pour la Coupe du monde, quand ils ont cherché à la paralyser et à retirer les visas de son staff d'entraînement, les empêchant ainsi d'entrer et de séjourner aux États-Unis.

C'était de la pure oppression, et je dirais même de la manipulation. Le fait de pouvoir faire ça devant un très large public — on a une grande plateforme à The Grayzone, on fait régulièrement partie des vingt premiers sites Substack sur la politique mondiale — je pense que ça a été perçu comme une menace. Mais c'est aussi l'ensemble de mon travail d'enquête, que je mène depuis deux mille neuf, quand j'ai commencé à me concentrer sur cette région, qui m'a mis dans leur ligne de mire. Ils cherchaient une occasion de me harceler et de me faire poursuivre par le gouvernement. Et pour eux, c'est l'occasion rêvée, tout en jetant sur moi un voile de suspicion, comme si j'étais une sorte d'agent iranien payé pour être là.

Et quand je suis revenu, les agents des douanes et de la patrouille frontalière m'ont demandé si j'avais été payé pour faire des interviews. Ça reprenait exactement le genre d'attaques sournoises que je subissais. Franchement, pourquoi j'irais jusqu'à là-bas, après presque vingt heures de voyage, juste pour toucher un peu d'argent, alors que je peux très bien rester ici et monétiser tout notre contenu ? Du contenu que les Américains ordinaires, et plus largement les gens en Occident, soutiennent, parce qu'ils veulent me voir faire ce type de journalisme indépendant et critique — pas celui de la presse d'entreprise, qui a perdu toute crédibilité. C'est pour ça, en réalité, que j'ai été pris pour cible. J'ai été visé parce que je dénonçais les criminels, pas parce que j'aurais commis un crime.

Et d'autres ont aussi été pris pour cibles en Iran, on pourrait dire la même chose d'eux. C'est pour ça que The Grayzone est constamment visé ou harcelé par ces réseaux des « Five Eyes ». Ce n'est pas parce que nous serions des criminels. C'est parce que nous nous opposons aux vrais criminels, ceux

qui mettent le monde à feu en ce moment, pas seulement en Iran, mais aussi en Ukraine, à travers cette guerre par procuration, qui pousse vraiment la Russie à riposter contre un pays de l'OTAN. On vit une période très dangereuse, et c'est une période difficile pour le journalisme indépendant. Nous, à The Grayzone, on est en première ligne de ce combat, et c'est pour ça qu'on est pris pour cible.

## **#Glenn**

Eh bien, évidemment, oui, vous le dites vous-même. Vous êtes assez critique envers l'influence d'Israël sur la politique et la société américaines. Et en effet, les personnes qui vous harcèlent personnellement, ainsi que The Grayzone, ont aussi leurs liens avec l'État israélien. Mais comment voyez-vous l'évolution de cette situation aujourd'hui ? Parce que, d'un côté, on a l'impression que de plus en plus de gens partagent votre point de vue — autrement dit, qu'il y a maintenant une vraie rupture avec Israël, ou du moins beaucoup plus de critiques. Mais en même temps, on voit aussi Israël se rapprocher encore davantage des États-Unis — par exemple, avec la fusion progressive des deux armées. C'est assez intéressant, parce qu'on a vraiment l'impression que ça avance dans deux directions à la fois.

## **#Max Blumenthal**

Un nouveau sondage du Washington Post et d'Ipsos est sorti aujourd'hui, et, euh, il est mal interprété. Les grands médias en parlent en insistant sur le fait que seulement vingt-trois pour cent des Américains pensent que Trump pourrait obtenir un meilleur accord avec l'Iran que celui qu'Obama avait conclu avec le JCPOA, et que onze pour cent des indépendants ont confiance en Trump. Mais si on regarde de plus près les chiffres, on voit qu'en dehors du Parti républicain, presque personne aux États-Unis ne soutient cette guerre. Ce n'est pas juste une majorité, c'est une écrasante majorité qui ne voit aucun intérêt à la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran.

Si on remonte à juin, enfin pardon, il y a deux mois, selon un sondage Quinnipiac, presque personne en dehors du Parti républicain ne soutient la guerre ni l'aide à Israël. Une large majorité s'oppose à cette aide et estime que le niveau actuel du soutien américain à Israël est excessif. Donc, d'une certaine manière, je suis plutôt en phase avec la majorité du public américain. Et c'est aussi pour ça qu'il y a cette répression. Il ne reste plus rien. La dernière fois qu'on a interviewé Glenn Diesen, tu m'as demandé : jusqu'où Israël peut aller ? Et quand on dit « Israël », de quoi parle-t-on exactement ?

On parle d'un pays sans frontières, dont le système politique repose sur une logique ethno-suprémaciste, qui ne respecte aucune frontière reconnue au niveau international, et qui est en guerre permanente avec huit pays — le huitième étant les États-Unis. Et c'est une guerre cognitive, comme Netanyahu la définit. On sait où commence l'occupation, mais on ne sait pas où elle s'arrête. Et quand on parle d'Israël, on parle aussi de l'administration Trump. On parle du département de la Justice. On parle, dans bien des cas, de la direction du FBI et d'autres grandes institutions gouvernementales, ainsi que des gouvernements des États à travers le pays, surtout dans les États républicains. Jusqu'où iront-ils ? C'était ça, la question.

Et j'ai dit, vous savez, ce qui m'inquiète, c'est que, à mesure qu'ils perdent du soutien et que l'opinion publique commence à se retourner contre eux, à s'organiser vraiment contre eux, et à élire des responsables qui, comme le maire de New York, envisagent d'arrêter Netanyahu quand il viendra à New York, conformément au mandat de la CPI, ou qui veulent suspendre l'aide à Israël... eh bien, j'ai peur qu'ils finissent par employer les mêmes méthodes qu'on leur a déjà vues utiliser dans la région, au sud du Liban ou à Gaza. On parle d'assassinats, d'actions militaires, de terrorisme, de sabotage... pire encore que la campagne de diffamation à laquelle on est déjà soumis ici, tous les jours. Et pendant que j'étais absent, une lettre est arrivée à mon adresse, à mon nom, signée "YourDeadMeat" — Y, O, O, R, D, E, D, M, E, E, T — vous voyez, une tentative d'humour.

Et le message disait : « Hé, enfoiré de capo, tu montes sur la liste. T'es foutu. Signé, le Comité. » Et l'adresse de retour, c'était celle du bureau local de la représentante Rashida Tlaib, la seule membre palestinienne du Congrès. Ce qui veut dire que c'est, en fait, aussi une menace contre elle. J'ai rendu cette lettre publique, et j'ai commencé à entendre des témoignages de gens, partout dans le pays, qui avaient reçu les mêmes menaces de mort, signées "YourDeadMeat", avec un cachet postal de Buffalo. Elles sont toujours envoyées à deux heures du matin, ce qui est assez curieux. Et ces personnes, ce sont souvent des gens qui avaient déjà été pris pour cible par de grandes institutions sionistes — des médias sionistes, ou des organisations sionistes sur les campus — et ensuite, ils ont reçu ces lettres. Une personne à qui j'ai parlé, qui a reçu ce courrier, en a en fait reçu vingt au total.

Les lettres qu'on m'a montrées étaient choquantes, comparées à celle que j'ai reçue. L'une contenait de la poudre, c'était du poison pour rats, et une autre renfermait un clou rouillé. On a un vrai problème ici, aux États-Unis. Il existe un groupe prêt à passer à l'acte terroriste, qui se sent tout-puissant, et qui est habitué à recevoir chaque année quatre milliards de dollars d'aide envoyés à la colonie d'apartheid qui constitue le pilier central de son identité. Et le public américain, lui, s'éloigne d'eux, politiquement il se retourne contre eux, et veut mettre fin à cette relation spéciale désastreuse, qui a coûté si cher aux Américains — on le voit à travers le coût économique de la guerre en Irak, et maintenant avec le nombre de morts parmi les soldats américains. Et à mesure que cette contradiction s'accroît, je pense qu'on va voir une menace croissante de violence extrémiste juive aux États-Unis, et c'est inquiétant. Est-ce que le FBI a été à ce point infiltré qu'il ne peut plus agir ? J'ai signalé cette lettre à la police postale, et je n'ai eu aucun retour. Heureusement, la représentante Tlaib a signalé la lettre à la police du Capitole. Je me demande ce qu'ils vont faire. Est-ce qu'il y a une chasse à l'homme pour retrouver la personne qui a envoyé cette lettre ?

## **#Max Blumenthal**

Est-ce qu'ils font l'objet... d'une enquête ? À ma connaissance, la seule personne qui a été enquêtée ces derniers temps, dans toute cette histoire, c'est moi. Et ça, simplement pour avoir fait du journalisme.

## **#Glenn**

Oui, c'est un vrai problème quand des pays sont en guerre. C'est très difficile de préserver les libertés civiles de base, la liberté d'expression, et de ne pas se sentir intimidé ou menacé de cette façon. Enfin bref, on peut s'arrêter là. Je pense juste que... si les États-Unis ne sont pas capables de défendre les libertés fondamentales de la presse et la liberté d'expression, ça ne donne pas une bonne image en Europe. Bon, est-ce que tu as un dernier mot avant qu'on conclue ?

## **#Max Blumenthal**

Oui, absolument. Je veux dire, notre système n'est pas fondamentalement démocratique. La démocratie, c'est simplement les droits que nous obligeons notre système et notre gouvernement à nous accorder, par la mobilisation et par l'action. Et c'est uniquement grâce au Comité arabo-américain contre la discrimination, à sa présidente Jeanine Yunus et à leur équipe, que j'ai pu avoir un recours juridique face à cette procédure. Ce sont donc eux, les vrais défenseurs de la démocratie dans notre pays, face à un système qui est en train de déchirer la Constitution sous nos yeux. Je voulais simplement souligner le travail essentiel qu'ils accomplissent, pour moi et pour tant d'autres personnes qui subissent les conséquences de cette frénésie de censure massive, dirigée par un État étranger fondé sur l'apartheid.

## **#Glenn**

Eh bien, Max, merci beaucoup pour ton temps.

## **#Max Blumenthal**

Merci beaucoup, Glenn Diesen.